Les vicissitudes d'une collection d'objets techniques au XIX^e siècle : le cabinet des machines de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale

The Vicissitudes of a Collection of Technical Objects in the 19th Century: the Cabinet of Machines of the Société d'encouragement pour l'industrie nationale (Paris)

Chloé Sauvalle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/artefact/613>

DOI : 10.4000/artefact.613

ISSN : 2606-9245

Éditeur :

Association Artefact. Techniques histoire et sciences humaines, Presses universitaires du Midi

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 27-40

ISBN : 978-2-7535-6525-8

ISSN : 2273-0753

Référence électronique

Chloé Sauvalle, « Les vicissitudes d'une collection d'objets techniques au XIX^e siècle : le cabinet des machines de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale », *Artefact* [En ligne], 5 | 2016, mis en ligne le 15 novembre 2017, consulté le 09 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/artefact/613> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/artefact.613>

Les vicissitudes d'une collection d'objets techniques au XIX^e siècle : le cabinet des machines de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale

Chloé SAUVALLE*

Résumé

Le 1^{er} novembre 1801, a lieu l'assemblée générale constitutive de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, qui se propose de devenir un centre d'expertise scientifique et technique ouvert sur le monde des savants, des ingénieurs, des artistes, des artisans, des industriels ou encore des manufacturiers. Elle se donne pour mission de recevoir les inventions qui lui sont apportées, de les expérimenter et d'assurer la diffusion des nouveaux procédés ainsi mis au point. Ayant pour vocation l'encouragement et étant chargée d'examiner de nouveaux procédés, l'institution se doit de conserver des ouvrages techniques, des modèles et des machines. Pour répondre à ce besoin, elle se dote d'un cabinet des machines.

Il s'agit ici d'en restituer l'histoire, de sa constitution à sa fermeture. Deux axes permettent d'éclairer l'histoire de ce cabinet des machines. Tout d'abord l'histoire propre de la Société d'encouragement mettant en avant les difficultés, souvent d'ordre pratique, de la collecte et de la conservation d'objets et de machines, puis le parcours même de certains de ces objets qu'il est possible de retracer.

Mots-clés : *cabinet des machines, Conservatoire des arts et métiers, Société d'encouragement pour l'industrie nationale.*

*. Chloé Sauvalle est historienne des sciences et des techniques et muséographe. Elle a travaillé sur la notion de culture en anthropologie et sur l'histoire de l'acquisition des collections du Musée des arts et métiers. Elle a collaboré au *Dictionnaire prosopographique des inventeurs en France*, initié par le Centre d'histoire des techniques et de l'environnement. Elle travaille aujourd'hui à la conception d'expositions scientifiques et techniques. Contact : [chloe.sauvalle@gmail.com].

Abstract. The Vicissitudes of a Collection of Technical Objects in the 19th Century : the Cabinet of Machines of the *Société d'encouragement pour l'industrie nationale* (Paris)

On November 1, 1801, the Société d'encouragement pour l'industrie nationale (SEIN) was founded by a decision of the General Assembly with the goal of becoming a center of scientific and technical expertise. Open to scientists, engineers, artists, craftsmen, industrialists and manufacturers, its mission was to receive the inventions, to test them, and to ensure the diffusion of the new processes. With its mission to encourage industry and its procedures of examining new processes, the institution was lead to stock technical works, models and machines and eventually decided to set up so-called "Cabinet of Machines".

This article seeks to reconstruct the history of this machine cabinet, from its constitution in 1801 to its closure 1836 by way of two lines of inquiry. First, the article briefly outlines the history of the SEIN itself, with an focus on the difficulties, often of practical nature, in collecting and preserving artifacts and machines. Second, and to the extent allowed by the preserved sources, the article traces the itinerary of certain objects of the cabinet.

Keywords : *Conservatoire des arts et métiers (Paris), machine display, Société d'encouragement pour l'industrie nationale (Paris).*

Dans le cadre d'une recherche sur l'histoire des collections du musée du Conservatoire des arts et métiers, j'ai étudié le contexte d'acquisition d'une centaine d'objets portés à l'inventaire du Conservatoire, en 1866, qui provenaient de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Cette recherche avait pour but de retracer le parcours de ces objets et, par la même occasion, de tenter de reconstituer plus largement l'histoire du cabinet des machines de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Elle a pris l'allure

d'une véritable enquête, à la recherche de documents relatifs à cette collection, entre les archives de la Société d'encouragement¹ et celles du Conservatoire des arts et métiers.

Deux axes ont permis d'éclairer l'histoire de ce cabinet des machines : tout d'abord l'histoire propre de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, mettant en avant les difficultés, souvent d'ordre pratique, de la collecte et de la gestion d'objets et de machines, puis le parcours même de certains de ces objets qu'il a été possible de retracer.

Les missions de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale

Le 1^{er} novembre 1801, a lieu l'assemblée générale constitutive de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale à la préfecture de la Seine. Cette société est de statut privé et rassemble très vite de nombreuses personnalités venant d'horizons divers, comme Benjamin Constant, homme politique et conseiller d'État, Nicolas Frochot, haut fonctionnaire et préfet de la Seine, Auguste Parmentier, savant, membre de la Société royale d'agriculture de Paris et de l'Académie des sciences, ou encore François-Marie Delessert, banquier, président de la Caisse d'épargne de Paris et également député. Le chimiste et industriel Jean-Antoine Chaptal, par ailleurs ministre de l'Intérieur, en est le premier président. La Société d'encouragement pour l'industrie nationale a pour vocation la transmission des connaissances et du savoir-faire industriel par la valorisation des productions françaises et la constitution de réseaux de compétences. En 1824, elle acquiert le statut de première société savante reconnue d'utilité publique².

Lors de sa constitution, la société se propose de devenir un centre d'expertise scientifique et technique ouvert sur le monde des savants, des ingénieurs, des artistes, des artisans, des industriels ou encore des manufacturiers et, pour cela, elle se définit quatre missions prioritaires.

En tant que centre d'expertise scientifique et technique, elle se donne pour mission de recevoir les inventions qui lui seront apportées, d'en examiner et

expérimenter les procédés. Une fois les procédés validés, une deuxième mission consiste à rendre compte de ces procédés innovants ; la société se dote donc d'un organe de diffusion, le *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, qui permet également de communiquer sur l'actualité de la société.

Par ailleurs, pour les membres fondateurs, le terme d'« encouragement » ne se limite pas à l'attention portée aux inventions, mais il doit véritablement se traduire par une incitation à l'invention. En cela, la mise en place de concours va jouer un rôle moteur dans la vie de la société. Ces concours sont organisés de manière thématique et dotés de prix et récompenses. Durant ses cinquante premières années de vie, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale ne décernera pas moins de 500 000 francs de prix³.

Enfin, une dernière mission, qui est au centre de la présente étude, est la constitution d'un cabinet des objets ou cabinet des machines : « Ayant pour vocation l'encouragement, chargée d'examiner les procédés qu'elle avait sollicités ou qui lui étaient adressés, la nouvelle institution pouvait difficilement se passer de conserver des ouvrages techniques, des modèles, voire des machines⁴. »

La mise en place d'un tel cabinet est mentionnée dès le premier conseil d'administration et l'établissement des statuts de la société, en novembre 1801⁵.

La mise en place du cabinet des machines de la Société d'encouragement

Les bases du fonctionnement du cabinet des machines sont donc définies dès les premiers jours de la société. Elle dispose de deux modes principaux de collecte des objets : un mode direct par la possibilité qu'ont les particuliers de déposer eux-mêmes leurs inventions, et un mode indirect par le biais des concours qu'elle propose. La collection s'enrichit aussi de donations provenant des sociétés savantes ou de sociétés, ou encore de modèles de machines commandés ou fabriqués directement par la société.

Afin d'examiner et d'expérimenter les objets et machines qui lui sont remis, la société met en place des comités spécialisés, répartis en six catégories : arts mécaniques, arts chimiques, arts économiques, arts agricoles, commerce et beaux-arts.

Une liste des premiers objets conservés dans le cabinet des modèles est publiée, en 1803, dans le premier volume du *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*. Au nombre de quarante-cinq, ces objets proviennent principalement des premiers concours proposés par la société, mais aussi de donations de François-Marie Delessert et de Charles de Lasteyrie⁶. Il apparaît que

deux raisons principales déterminent le choix des objets conservés dans le local : il s'agit soit d'objets primés lors des concours, soit d'objets susceptibles de servir à des fins expérimentales.

Entre 1803 et 1807, le nombre d'objets collectés augmente sensiblement. En 1807, dans le sixième volume du *Bulletin* publié par la Société d'encouragement, un inventaire du cabinet des machines fait mention de deux cent vingt objets⁷. Cent soixante-quinze objets ont ainsi été rassemblés en l'espace de quatre années. Ces objets parviennent à la société toujours de la même manière : ils sont « envoyés soit par des concurrents à ses concours, soit par des personnes qui désirent se soumettre à son examen, et qui, distingués ou non, n'auraient pas été réclamés par leurs auteurs⁸ ». À cela s'ajoutent des modèles de machines commandés par la société ou qu'elle conçoit elle-même.

Toutefois, les informations rassemblées sur l'histoire de la Société d'encouragement, notamment à travers son bulletin, ne permettent pas de connaître précisément l'état des collections du cabinet des machines sur l'ensemble de sa période de fonctionnement.

Les problèmes d'organisation du cabinet des machines (1801-1833)

L'établissement de la Société d'encouragement et notamment la création d'un

cabinet d'objets imposent la nécessité de disposer d'un local permanent. Cette

question apparaît problématique et est source de discussions récurrentes entre les sociétaires, d'autant que la Société d'encouragement déménagera par la suite à six reprises avant de s'installer finalement, en 1852, au n° 4, place Saint-Germain-des-Prés, où elle se trouve encore actuellement.

À la fin de l'année 1801 et ce depuis sa fondation, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale tient ses réunions à la préfecture de la Seine, place Vendôme. Mise à part cette activité de discussion, aucun autre projet ne peut s'y tenir. Lors de la première séance du conseil d'administration, le président Jean-Antoine Chaptal propose de trouver un local au sein du Conservatoire des arts et métiers : « la Société et l'établissement du Conservatoire pourraient se prêter un secours mutuel et des moyens d'instructions⁹ ». Selon lui, les avantages seraient multiples puisque le Conservatoire dispose d'ores et déjà des hommes et des moyens nécessaires aux expérimentations et aux expertises que souhaite réaliser la Société d'encouragement pour les objets qu'elle aura en charge. Mais la proposition de Chaptal rencontre une opposition, notamment de la part de Gérando¹⁰ qui considère que la Société doit garder son autonomie et que « cette réunion [...] pourrait être dangereuse pour l'indépendance de l'une ou de l'autre [institution]¹¹ ». C'est finalement au Palais national des sciences et des arts, l'actuel Louvre, que s'installe la Société d'encouragement en décembre 1801. Elle y dispose d'un local suffisamment grand pour accueillir le cabinet des objets ainsi qu'une bibliothèque. Ce local lui permet de débiter concrètement ses activités.

Mais, seulement deux mois plus tard, la Société d'encouragement se voit contrainte de déménager en raison de la nouvelle affectation du Louvre et de la création du musée. Elle opte alors pour une location et trouve à se loger rue Saint-Dominique; le lieu choisi est vaste (quatorze pièces). Il semble que la nécessité pour la Société de posséder un cabinet d'objets ainsi qu'une bibliothèque ait prévalu dans le choix du local. Comme le dit Chaptal, en juillet 1802, il faut « réunir tout à la fois une bibliothèque, un cabinet des machines, qui fût favorablement disposé pour exécuter des expériences, et dans lequel on puisse, au besoin, établir des ateliers de perfectionnement¹² ». La place des objets dans la vie de la Société apparaît en cela centrale et la collecte ne tarde pas à se mettre en place.

À la fin de l'année 1803, le local de la rue Saint-Dominique est mis en vente par son propriétaire, ce qui oblige la Société à déménager rapidement. Une nouvelle adresse est trouvée à l'hôtel de Boulogne, rue du Bac. Le bâtiment étant plus petit, une partie des activités d'expérimentation doit être abandonnée. Ainsi, par exemple, un « poêle suédois » en briques qui devait servir à différentes expérimentations sera donné au Conservatoire, symbolisant l'abandon d'une partie du projet initial¹³. La pérennité du cabinet des objets fait alors une nouvelle fois débat au sein du conseil d'administration. Bien que le nouveau local permette de le maintenir, des désaccords voient le jour sur sa nécessité. C'est de nouveau l'option de déposer les objets au Conservatoire qui domine les débats. Néanmoins, les ambitions de quelques-uns des membres vont donner

un nouveau tour aux possibilités qu'apporte la conservation du cabinet des machines. Gérando propose notamment la création d'une exposition permanente des modèles et machines à l'intérieur de l'hôtel de Boulogne. Cette proposition est avalisée et le conseil décide de conserver le cabinet des objets. Mais la mise en place et les modalités de l'exposition sont remises à plus tard, la Société devant avant tout se réorganiser autour de son nouveau lieu. Le projet ne verra jamais le jour, mais la Société d'encouragement bénéficie d'une façade pour présenter des modèles de son cabinet lors des expositions annuelles de l'industrie française auxquelles elle participe entre 1806 et 1849.

En 1813, un nouveau déménagement est engagé du fait de l'évolution rapide de la société. C'est à l'hôtel de Valbelle qu'elle va s'installer jusqu'en 1819, date à laquelle elle retourne dans les locaux de l'hôtel de Boulogne.

Les informations dont on dispose sur l'histoire de la Société d'encouragement ne permettent pas de connaître précisément l'état des collections du cabinet des machines lors de sa réinstallation dans l'hôtel de Boulogne, en juillet 1819. Toutefois, il est possible d'imaginer que le nombre de modèles n'a cessé d'aug-

menter, proportionnellement à l'évolution des activités de la société qui compte alors plus de mille membres. En effet, sur la période allant de la création de la Société d'encouragement, en 1801, à la nouvelle installation dans l'hôtel de Boulogne, il existe une politique de « conservation » des objets en relation avec les activités de l'institution. Peu de documents renseignent sur le fonctionnement précis du cabinet des machines sur la période qui suit l'année 1819. Les comptes rendus de séances du conseil d'administration ou de la commission du cabinet n'apportent que peu d'indications. Seuls les rapports publiés dans le *Bulletin* font mention des objets reçus et expertisés, laissant supposer leur probable entrée dans les collections du cabinet.

Lors des recherches effectuées à la Société d'encouragement au cours de cette étude, la découverte d'un dossier alors non inventorié portant l'intitulé de « Cabinet des machines » a mis à jour des éléments essentiels de l'histoire de ce cabinet et, notamment, sur le contexte de sa fermeture¹⁴. Il s'agit de feuillets manuscrits comprenant des comptes rendus de conseils d'administration, de commissions spéciales, ainsi que des correspondances et des listes d'objets.

La remise en question et la fermeture du cabinet des machines (1833-1836)

Les principaux documents qui constituent le dossier « Cabinet des machines » sont datés des années 1833 et 1834. Le texte qui suit est entièrement basé sur ces documents.

En 1833, la Société d'encouragement est toujours logée dans l'hôtel de Boulogne où elle dispose normalement de la place nécessaire au cabinet des machines et à la bibliothèque, en plus de ses autres

activités. Une nouvelle fois, la question de la pérennité du cabinet des objets est posée. Une discussion s'engage à la commission des fonds et du bureau, à la fin de l'année 1833, à l'occasion d'une donation de Charles de Lasteyrie comprenant des livres et des échantillons. La retranscription de la réunion débute ainsi : « L'objet de la réunion est l'offre faite par M. de Lasteyrie d'une collection de livres et d'échantillons. M. Agasse¹⁵ demande que l'on statue d'abord sur la question de savoir si la Société [garde] une bibliothèque et un cabinet des machines ou une bibliothèque seulement¹⁶. »

L'avenir du cabinet des machines est ouvertement remis en question. Son maintien pose problème, probablement du fait d'un manque de place disponible pour ranger les machines et modèles collectés. Aussi, bien que l'espace de l'hôtel de Boulogne soit *a priori* suffisant tant que la collection rassemblée par la Société n'excède pas un certain nombre de pièces, la volonté de se séparer du cabinet des machines, en 1833, laisse à penser que la collection s'est considérablement étoffée depuis l'installation de la société en 1819, et qu'elle devient alors trop importante pour être entreposée à l'hôtel de Boulogne. Lors de la réunion de la commission des fonds et du bureau, plusieurs propositions sont faites qui vont dans le sens de la fermeture du cabinet. Ainsi, le baron Sylvestre¹⁷ explique que « le projet de maintien est impensable, à moins d'acheter un hôtel ». Sur ce, Francœur¹⁸ propose de « se défaire des modèles existants dans le local de la Société et d'y placer les livres offerts de Lasteyrie¹⁹ ». Il y a donc bien un trop-plein dans les locaux de la Société. Le cabinet des machines et la

bibliothèque ne sont plus aptes à recevoir de nouvelles pièces, ce qui explique le choix du baron Sylvestre de se séparer du cabinet pour pouvoir conserver une bibliothèque avec la possibilité de la voir s'agrandir et se renouveler. Michelin Hardouin appuie ce choix en précisant l'intérêt réel pour la Société et ses activités de posséder une « bibliothèque industrielle » dans ses locaux²⁰. La Société semble être prête à se séparer des objets composant le cabinet. Sylvestre propose alors de « réaliser un projet très vaste et très utile dont lui-même avait eu l'idée il y a 30 ans », qui n'est autre que de déposer les objets au Conservatoire des arts et métiers. Néanmoins, une réserve est à noter puisque, d'après le rapporteur de la commission, Sylvestre emploie le terme « provisoirement » lorsqu'il parle de déposer les collections. En conclusion de la réunion, la commission décide de nuancer l'idée d'une fermeture totale du cabinet des objets et propose qu'une nouvelle commission se charge de faire un tri parmi eux et de déterminer ceux qu'il convient de conserver.

La Société d'encouragement décide donc, à la fin de l'année 1833, de se séparer d'une partie des objets qu'elle a collectés, et ce en grande partie au bénéfice du Conservatoire des arts et métiers. Le cabinet des machines ainsi réduit peut poursuivre son activité de collecte et d'expertise, même si une limite aux ambitions de la société a été atteinte. Bien que l'ensemble des membres de la commission semble admettre que le cabinet des machines ne soit pas de première nécessité, les décisions de la commission vont lui octroyer un sursis, laissant apparaître un certain attachement à ce qui est un des projets initiaux de la Société, la

conservation d'inventions techniques de tout ordre par le biais d'un cabinet des machines.

Ce sursis est de courte durée. Un arrêté du conseil d'administration du 8 janvier 1834 fait part d'un vote qui ouvre la voie à une plus ample dispersion des objets du cabinet. Seuls les objets qui ont une réelle utilité pour la Société seront conservés. Le cabinet des machines ne conserve dès lors que son activité d'expertise et non plus de collecte :

« En conséquence, il est décidé que les échantillons qui font partie du cabinet de Lasteyrie seront offerts au gouvernement pour être déposés au Conservatoire des arts et métiers.

Le Conseil décide ensuite :

1° Que les objets d'art existant actuellement dans les salles de la Société et qui auraient été reconnus lui être inutiles seront offerts au Conservatoire ou remis à leurs propriétaires.

2° Qu'une commission, composée d'un ou plusieurs membres pris dans chacun des cinq comités, sera chargée de faire le choix de modèles, ustensiles, instruments et objets fabriqués qui devront être conservés pour le service de la Société²¹. »

Le 27 janvier 1834, la commission désignée pour exécuter l'arrêté du 8 janvier se réunit. Son rôle précis est indiqué dans le compte rendu de la réunion : « déterminer le mode d'exécution de l'arrêté [...] relatif à la suppression du cabinet des machines²² ». Les membres de la commission disposent de deux jours

pour effectuer le classement par spécialités des objets et la réunion est ajournée.

Le sort des objets conservés au sein de la société est fixé le 30 janvier 1834. Ils sont classés selon ces huit spécialités : « Machines, Produits chimiques, Appareils de chauffage, Appareils d'éclairage, Matières premières, Métaux ouvragés, Instruments de précision, Objets divers²³ ». Le nombre d'objets n'est pas précisé. Le compte rendu fait état d'une remarque intéressante sur le point de vue général porté à l'ensemble de la collection : « Après avoir jeté un coup d'œil sur l'ensemble, examiné chaque article en particulier et avoir reconnu qu'en général cette collection, à l'exception d'un petit nombre de modèles, était de peu de valeur[...]. » Cette réflexion amène à se demander de quelle valeur parle la Commission. S'agit-il d'une valeur financière, scientifique ou technique ? Elle reflète cependant le détachement pris par les membres de la société vis-à-vis de la collection et de sa conservation depuis sa fondation. Au moment de la liquidation du cabinet des machines, son importance souvent soulignée ne semble plus être d'actualité. Les décisions prises par la commission se déclinent en huit points :

« La Commission décide :

1° Qu'on mettrait en réserve le modèle de machine à feu donné à la Société par MM. Charles Albert et Martin²⁴, la machine qu'elle a fait construire pour mesurer la force des ciments et qui est en ce moment déposée au Cabinet des Mines, la machine à essayer les cordes d'instrument, qui est restée entre les mains de M. Payen, et quelques

instruments de précisions propres à faire des expériences, et enfin les gravures, dessins et tableau encadrés.

2° Que la collection des Modèles de machines à fabriquer les armes à feu serait offerte au Musée central d'artillerie.

3° Qu'il serait écrit aux propriétaires d'objets déposés pour les inviter à les retirer.

4° Qu'on rendrait à M. de Lancry sa machine à scier, à M. Legey son modèle de machine à polir les verres d'optique²⁵, à M. Mouchel ses deux boîtes de fil de fer d'acier.

5° Que les produits chimiques, les matières premières (laine, soie, coton, lin, chanvre, cuirs, fers, aciers bruts ou travaillés, cuivre), le tout formant des lots peu considérables, enfin les métaux ouvragés, comprenant quelques ustensiles en fer-blanc, six casseroles ou poêlons en fonte de fer émaillé et quatre articles en plaqué d'argent (théière, soupière, sucrier, moutardier) seraient mis en vente.

6° Que les modèles qui présentent quelques intérêts seraient offerts au Conservatoire des arts et métiers, avec les boîtes et les objets composant la collection de M. de Lasteyrie.

7° Que les modèles et appareils qui ne seraient pas acceptés par le Conservatoire seraient donnés soit à l'École centrale des arts et manufactures, soit à d'autres établissements.

8° Et enfin, que le surplus des objets déposés serait vendu ou détruit²⁶. »

Les renseignements qu'apportent les décisions de la commission reflètent sans appel la liquidation du cabinet des machines. Sans en connaître le nombre exact, il apparaît que peu d'objets sont conservés par la société; ce sont principalement des instruments de précision pouvant servir aux expérimentations de ses différents comités spécialisés. Mis à part les modèles de machines à fabriquer les armes à feu qui sont désignés pour être offerts au Musée central d'artillerie, la première action décidée par la commission est de renseigner les différents propriétaires, inventeurs ou ayants droit de la liquidation du cabinet, afin qu'ils puissent récupérer les objets déposés. Le brouillon original des lettres envoyées aux inventeurs, ainsi que quelques courriers, ont été retrouvés dans les archives de la Société d'encouragement. L'un d'eux, adressé à Parrizot, concerne un objet faisant partie de la liste des objets soumis à la présente étude :

« L'Agent général de la société a l'honneur de prévenir Monsieur Parizot [*sic*] que, par arrêté du 8 janvier de ce mois, les objets d'industrie existants dans le local de la société seront rendus aux propriétaires qui les réclameront. En conséquence, Monsieur Parizot [*sic*] est invité à faire retirer le plus tôt possible son modèle de cuvette pour la descente des eaux ménagères qu'il y avait déposé. À défaut de réponse dans le délai d'un mois, cet objet sera remis au Conservatoire des arts et métiers²⁷. » (**figure 6, cahier couleur**)

Cette lettre est datée du 31 janvier 1834 ; c'est donc le lendemain même de la réunion où a été prise la décision de dispersion que les courriers sont adressés aux propriétaires. Cette rapidité d'exécution est renforcée par le temps accordé à ces derniers pour récupérer leurs biens, avant leur cession au Conservatoire : un mois. On peut y voir un certain empressement à vider les locaux de la société de ses objets. Aucun document d'archives n'a été trouvé pour connaître la propor-

tion des objets récupérés par leurs propriétaires. En revanche, des documents montrent que, parmi les objets restés à la Société d'encouragement après ce premier appel, tous ne semblent pas entrer dans les collections du Conservatoire. Le septième point des décisions de la commission du 30 janvier indique la possibilité d'offrir à l'École centrale des arts et manufactures²⁸, ou à d'autres établissements, les objets qui n'auraient pas été admis au Conservatoire.

Le don à l'École centrale des arts et manufactures

D'après une lettre de l'École centrale des arts et manufactures faisant partie du dossier « Cabinet des machines » et adressée à la Société d'encouragement, une partie des collections du cabinet lui a bien été remise. Mais cette lettre est datée du 28 décembre 1836, soit deux ans après la décision de fermeture du cabinet des machines. Ces deux années correspondent peut-être au temps nécessaire au Conservatoire pour faire un choix parmi les objets collectés par la Société d'encouragement et pour réaliser leur transfert vers ses locaux.

Cette lettre apporte quelques renseignements sur les modalités d'acquisition des objets par l'École centrale et permet aussi d'émettre une hypothèse sur ce qu'il est advenu des collections du cabinet des machines de la Société d'encouragement durant les années 1834-1836. Il est très probable que Jean-Baptiste Dumas, membre du comité des arts chimiques de la Société et cofondateur de l'École centrale, soutenue lors de sa fondation par la Société d'encou-

agement qui lui offre, notamment, des bourses d'études, a joué un rôle important dans cette transaction²⁹.

« Monsieur,

M. Le Directeur me charge de vous prévenir que l'on sera demain Jeudi à une heure précise au local de l'ancienne poste aux chevaux pour prendre les modèles que MM. Ferry et Dumas ont choisi pour l'École et de vous prier de vouloir bien vous y trouver pour en faire la remise³⁰. »

Le rendez-vous donné par l'École centrale est fixé « au local de l'ancienne poste aux chevaux ». S'il s'agit de la poste aux chevaux de Paris, elle est située dans l'enclos de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. La mention de ce local laisse penser que les objets du cabinet, une fois la décision prise de s'en séparer, ont été déplacés hors de la Société d'encouragement et que la poste aux chevaux leur servait d'entrepôt provisoire. Cette hypothèse peut être étayée par un docu-

ment manuscrit non daté faisant partie du dossier « Cabinet des machines » ; il s'agit d'une liste qui compte environ deux cents objets et qui porte la mention « Modèles et objets transportés au local rue St-Germain-des-Près³¹ ». Il pourrait s'agir de l'inventaire des objets de la Société d'encouragement restant après l'appel aux propriétaires et qui auraient été proposés au Conservatoire puis à l'École centrale. Si tel est le cas, cela laisse supposer que le déménagement des objets a eu lieu dès 1834 et que cet inventaire a été réalisé cette même année. La lettre de l'École centrale indique également qu'il y a eu un choix d'objets fait par « MM. Ferry et Dumas », ce qui signifie qu'il restait encore des objets après leur passage. Ceux-ci ont probablement été dispersés dans d'autres établissements, vendus ou détruits, comme le précisaient les derniers ordres d'exécution de la réunion du 30 janvier 1834. Une liste d'objets issue du dossier « Cabinet des machines », au brouillon et non datée, permet d'estimer le nombre d'objets choisis par l'École centrale. Elle est intitulée : « Objets remis pour l'École centrale³² ». Environ cent vingt objets y sont recensés³³, ce qui représente une grande partie des collections. Cela laisse penser que le Conservatoire n'était pas réellement intéressé par la collection du cabinet de la Société d'encouragement, sachant que deux cents objets sont répertoriés dans l'inventaire réalisé par les membres de la Société.

Une autre indication permet d'affirmer que le Conservatoire des arts et métiers a bien reçu une partie de la collection de la Société d'encouragement avant 1866. Un compte rendu de la réunion de la commission des fonds et de celle du *Bulletin*,

du 6 octobre 1853, renseigne sur l'une des pièces maîtresses de la liste d'objets reçus au Conservatoire : le métier à tisser de Jacquard³⁴. Il s'avère qu'une autorisation a été donnée à M. Leblanc³⁵ pour lever le dessin du « métier de Jacquard » qui a été « déposé au Conservatoire des arts et métiers ». En 1853, le modèle de Jacquard offert par la Société d'encouragement fait donc déjà partie des collections du Conservatoire des arts et métiers (**figure 7, cahier couleur**), alors que le registre d'inventaire indique son entrée en 1866 seulement.

Les informations rassemblées ici font état de la fermeture du cabinet des machines de la Société dès l'année 1834. Les objets ont été dispersés dans différents établissements, du moins certains ont été offerts à l'École centrale et au Conservatoire des arts et métiers. D'après la réunion du 30 janvier 1834, le Conservatoire était la première destination possible des objets une fois l'appel aux propriétaires effectué. Ce qui signifie que c'est avant la fin de l'année 1836, date à laquelle l'École centrale récupère les objets qu'elle a choisis, que le Conservatoire a pris possession d'une partie des collections de la Société d'encouragement. Il est aussi certain que la collection qui compose la liste d'objets inscrits à l'inventaire du Conservatoire en 1866 ne représente qu'une petite partie de la collection du cabinet des machines que la Société d'encouragement avait rassemblée.

Les objets du cabinet des machines de la Société d'encouragement et le Conservatoire des arts et métiers (1834-1866)

Le petit nombre de documents mis au jour sur cette partie de l'histoire de la collection du cabinet des machines de la Société d'encouragement, soit entre 1834 et 1866, permet seulement d'émettre des hypothèses quant à ce qui s'est réellement passé.

Au Conservatoire, le registre de l'inventaire atteste de l'enregistrement administratif et juridique d'un objet dans les collections. La liste d'objets à la base de cette enquête y est identifiée comme étant entrée dans les collections en 1866. Le problème engendré par la différence de date qui existe entre la liquidation du cabinet des machines de la Société d'encouragement, en 1834, et l'inscription dans les collections du Conservatoire est double. Il interroge sur la gestion administrative des collections au Conservatoire et soulève une question sur la composition de la liste elle-même. Il semble que les objets choisis par le Conservatoire entre 1834 et 1836 sont bien parvenus dans les galeries sans pour autant avoir été inscrits à ce moment-là.

Au regard de la liste d'objets qui m'a été confiée, seuls seize d'entre eux ont été inventés avec certitude avant 1834, et pouvaient donc être présents dans la collection de la Société d'encouragement lors de l'arrêt de son activité de conservation (**figure 8, cahier couleur**). Une recherche objet par objet, effectuée notamment à partir de la base des brevets d'invention de l'INPI³⁶, montre qu'ils ont été inventés pendant toute

la période 1834-1866 : par exemple, le dynamomètre de Wagner neveu³⁷ est inventé en 1838 et la lampe de mineur de Dubrulle³⁸ en 1854 (**figure 9, cahier couleur**).

La date de 1866 ne concerne donc pas uniquement les objets collectés par le cabinet des machines de la Société d'encouragement jusqu'à sa dispersion, mais également des objets reçus et expertisés par elle dans la période allant de 1834 à 1866. Si le Conservatoire a eu l'occasion de « choisir » les objets en 1834, les documents mis au jour lors de notre étude n'indiquent pas quelles ont été les modalités d'acquisition pour la période qui suit.

L'hypothèse la plus vraisemblable quant à l'inscription tardive des objets en provenance de la Société d'encouragement est qu'une action de régularisation administrative et juridique de ces objets a été menée en 1866. Cette date s'inscrit en effet dans la période au cours de laquelle une réorganisation de l'administration est menée sous l'impulsion du général Morin, alors administrateur du Conservatoire des arts et métiers³⁹.

Notes

1. Depuis ces recherches, les archives de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale (SEIN) ont fait l'objet d'un traitement scientifique; elles ont été classées et mettent à la disposition des chercheurs des inventaires détaillés.

2. Sur la création de la SEIN, Serge BENOÎT, Gérard EMPROZ et Denis WORONOFF (dir.), *Encourager l'innovation en France et en Europe. Autour du bicentenaire de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, Paris, CTHS, 2006, notamment bibliographie rétrospective, p. 21-23.

3. Daniel BLOUIN, « La Société d'encouragement : lieux et étapes », *L'industrie nationale*, 1^{er} sem. 1996, p. 11.

4. *Ibid.*, p. 13.

5. Archives de la Société d'encouragement à l'industrie nationale [désormais Arch. SEIN], BUB 2/24-38.

6. François-Marie Delessert (1780-1868) est banquier et homme politique; il est membre de l'Académie des sciences (1852). Charles de Lasteyrie (1759-1850) a appris les langues vivantes, notamment l'anglais, en voyageant; il fait partie des fondateurs de la SEIN et aussi de la Société philotechnique, en 1801.

7. « Liste supplémentaire des modèles, objets d'industrie et échantillons composant le Cabinet de la Société d'encouragement », *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, t. 6, 1807, p. 25.

8. D. BLOUIN, « La Société d'encouragement : lieux et étapes », art. cit., p. 17.

9. Arch. SEIN, compte rendu du conseil d'administration du 18 novembre 1801.

10. Joseph-Marie de Gérando (1772-1842), philosophe et administrateur, a participé activement à la vie de plusieurs sociétés savantes, outre la SEIN; il est à l'origine de la Société d'encouragement pour l'éducation industrielle du peuple (1802) et de la Société pour l'instruction élémentaire (1815).

11. Arch. SEIN, compte rendu du conseil d'administration du 18 novembre 1801.

12. *Ibid.*, assemblée générale, juillet 1802, discours de Chaptal.

13. *Ibid.*, compte rendu du conseil d'administration du 11 fructidor an XII [29 août 1804].

14. Arch. SEIN, BUB 2/24-38.

15. Henry Agasse (1785-1837), notaire à Paris, place Dauphine (étude XCVII), est trésorier de la Société d'encouragement.

16. Arch. SEIN, réunion de la commission des fonds et du bureau du 16 octobre 1833. Le terme

« garde » est entre crochets en raison des difficultés de lecture du manuscrit, néanmoins le sens de la phrase est certain.

17. Antoine-Isaac Silvestre de Sacy (1758-1838) est membre du conseil d'administration de la SEIN.

18. Louis Benjamin Francœur (1773-1849), mathématicien, est membre du comité des arts mécaniques de la SEIN.

19. Arch. SEIN, réunion de la commission des fonds et du bureau du 16 octobre 1833.

20. Jean-Louis Michelin Hardouin (1786-1867) est conseiller référendaire à la Cour des comptes et membre de la Société de géologie.

21. Arch. SEIN, arrêté du conseil d'administration, 8 janvier 1834.

22. *Ibid.*, commission du cabinet des machines, 27 janvier 1834.

23. *Ibid.*, 30 janvier 1834.

24. Collections du Conservatoire des arts et métiers, inv. 4059.

25. Collections du Conservatoire des arts et métiers, inv. 7625.

26. Arch. SEIN, commission du cabinet des machines, 30 janvier 1834.

27. *Ibid.*, lettre à M. Parrizot. Cet objet est porté à l'inventaire des collections du Conservatoire des arts et métiers sous le numéro inv. 7632.

28. L'École centrale des arts et manufactures est créée en 1829 par Alphonse Lavallée, Jean-Baptiste Dumas, Théodore Olivier et Eugène Peclet; elle forme des ingénieurs civils dans les domaines industriels et scientifiques.

29. Sur Jean-Baptiste Dumas, Bruno BELHOSTE, « Jean-Baptiste Dumas et la promotion des sciences appliquées au XIX^e siècle », in S. BENOÎT, G. EMPROZ et D. WORONOFF (dir.), *Encourager l'innovation en France et en Europe...*, op. cit., p. 53-64.

30. Arch. SEIN, lettre de l'École centrale des arts et manufactures, 28 décembre 1836.

31. *Ibid.*, dossier « Cabinet des machines ».

32. *Ibid.*, « Objets remis pour l'École centrale ».

33. L'état matériel du manuscrit et l'écriture n'ont pas permis de réaliser un décompte précis du nombre d'objets mentionnés sur cette liste.

34. Collections du Conservatoire des arts et métiers, inv. 7641.

35. Adolphe Leblanc est le dessinateur chargé des dessins et gravures du *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*.

36. INPI, base de données « Brevets français 19^e siècle », [http://bases-brevets19e.inpi.fr/].

37. Collections du Conservatoire des arts et métiers, inv. 8212.

38. Collections du Conservatoire des arts et métiers, inv. 7564.

39. Les travaux menés par Marie-Sophie Corcy sur l'histoire des pratiques de gestion des collections du Conservatoire des arts et métiers ont depuis conforté cette hypothèse. Les modalités de gestion sont normalisées à partir de 1849 ; l'attribution d'un numéro d'inventaire fixe et chronologique devient la règle, tandis qu'un récolement général, mené en 1849, aboutit à l'élaboration d'un « premier » registre d'inventaire. Il demeure toutefois une interrogation quant aux motivations qui ont conduit, en 1866, à régulariser le statut des objets provenant de la Société d'encouragement. Il est question, en juillet 1864, d'une demande de la Société d'encouragement au Conservatoire de faire enlever les objets et machines en dépôt dans la salle des modèles de la société (Arch. Cnam, 5A/37).